

PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DE LA CULTURE

**ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE
CONCERNANT LES ACTIVITES EXERCEES
PAR LA SOCIETE GALVA 08 A VIVIER AU COURT**

**Le préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- Vu le code de l'environnement – Livre V – titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles L 511-1 et L 512-7,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment l'article 18,
- Vu le décret du 9 janvier 2004 nommant M. Adolphe Colrat en qualité de préfet des Ardennes,
- Vu le décret n° 2004/374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société GALVA 08 du 13 septembre 1999,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2006/40 du 6 février 2006 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Desbazeille, secrétaire général de la préfecture des Ardennes,
- Vu la visite d'inspection du 7 juin 2005,
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 janvier 2006, référencé SA2-BD/JR-N°06/0031
- Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène des Ardennes lors de sa séance du 28 février 2006,
- Considérant que le site est soumis à la législation relative aux installations classées, par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 1999,
- Considérant qu'une erreur de classement de l'activité d'emploi d'un bain d'acide fluorhydrique a été produite dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial,
- Considérant que l'exploitant déclare employer un bain d'acide de 23 m3, à une concentration d'environ 2%,

ARRETE

ARTICLE 1. OBJET

Le présent arrêté a pour objet d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 4451 du 13 septembre 1999.

ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations exploitées par la société GALVA 08 dans l'enceinte de son établissement situé VIVIER AU COURT.

L'article 3 du présent arrêté annule et remplace l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 13 septembre 1999.

L'article 4 du présent arrêté vient compléter l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2002.

ARTICLE 3. ACTIVITES AUTORISEES

La société GALVA 08 est autorisée, sous réserve des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de VIVIER AU COURT, les installations suivantes visées :

	<u>RUBRIQUE</u>	<u>ACTIVITE</u>	<u>VOLUME</u>	<u>REGIME</u>	<u>COEFFICIENT DE REDEVANCE</u>
×	1131	Emploi d'acide fluorhydrique	23 m3	A	2
×	2565-2a	Traitement des métaux pour le dégraissage, décapage, etc. (1 dégraissage 21 m3, 1 dézingage 21 m3, 6 décapages 21 m3, 1 fluxage 21 m3).	189 000 litres	A	4
×	2567	Galvanisation de métaux (15,5 m3 – 5 m3)	20,5 m3	A	/
×	1611	Emploi et stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20%	156 t	D	/
+	253	Dépôt aérien de fioul (2 700 l)	CTE 0,18 m3	NC	/
×	1172	Stockage d'alcali 27 %	1000 kg	NC	/
×	1200-1	Stockage de peroxyde d'hydrogène	1 t	NC	/
×	1220	Emploi et stockage d'oxygène (2 x 30 m3)	81 kg	NC	/

X	1418	Emploi et stockage d'acétylène (2 x 30 m3)	66 kg	NC	/
X	1434-1	Installation de distribution de liquide inflammable (fioul)	1,8 m3/h	NC	/
X	2910-A	Combustion de gaz naturel (720 kW + 540 kW)	1,26 MW	NC	/
X	2920-2	Installation de compression	18,5 kW	NC	/

ARTICLE 4. PRESCRIPTIONS PROPRES AU BAIN D'ACIDE FLUORHYDRIQUE

L'exploitant veille à surveiller périodiquement les caractéristiques ainsi que l'intégrité physique du bain d'acide fluorhydrique :

- volume de 23 000 litres,
- concentration en acide fluorhydrique comprise dans l'intervalle [1% - 7%].

L'exploitant adresse semestriellement à l'inspection des installations :

- une analyse semestrielle de la concentration du bain,
- un suivi mensuel du volume du bain d'acide.

ARTICLE 5. DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6. FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7. EXECUTION

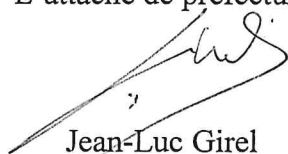
Le secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GALVA 08. ainsi qu'au maire de la commune de Vivier au Court.

Charleville-Mézières, le 5 mai 2006

Pour le préfet
Le secrétaire général


Marie-Hélène Desbazeille

Pour copie certifiée conforme
Pour le chef de bureau empêché
L'attaché de préfecture


Jean-Luc Girel



